



# La Lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 71 Janvier 2018

La Lettre de l'Afrique est une publication trimestrielle de réflexion sur l'actualité

## Sommaire

Edito  
Vœux 2018

Madagascar,  
île lointaine

Le Mali  
encore

Visite à Tunis du  
Président Macron

Le Président  
Macron à Dakar

Livres

Télégrammes



## Madagascar, île lointaine

« **L**a grande île » au sud-est de l'Afrique, est en train de sortir de l'épidémie de peste qui l'a frappée en 2017 et qui est entrée jusque dans la capitale Antananarivo. Mais la maladie n'est pas éradiquée. Elle attend dans la misère du peuple, dans les déchets des cités où courent les rats et les eaux polluées. La communauté internationale a aidé à la lutte contre l'épidémie. Mais pendant cette période tout s'est passé comme si pour les leaders politiques des grands pays du monde, Madagascar était devenu une île lointaine difficilement accessible.

C'est pourtant dans cette période que le peuple malgache a particulièrement besoin d'une assistance générale accrue, afin de trouver le nouvel élan qui lui est nécessaire pour atteindre un niveau supérieur de développement. Quel homme d'État occidental voudra être le premier à effectuer à Madagascar un voyage de fraternité ? □

É  
D  
I  
T  
O

## Vœux 2018

**L**a Lettre de l'Afrique présente ses meilleurs vœux de Nouvel An à ses lecteurs.

Alors qu'elle entre dans sa neuvième année, la Lettre compte poursuivre dans sa ligne de libre réflexion sur l'actualité africaine.

Elle entend dans ce contexte contribuer à mettre en lumière les interactions qui se développent d'une part entre les pays africains et d'autre part entre ces même pays et les autres parties du monde.

La Lettre de l'Afrique souhaite plus que jamais participer avec ses lecteurs au plaidoyer pour la coopération bilatérale et multilatérale dans une relation égalitaire entre tous les États et à travers eux entre tous les peuples.

Elle souhaite, dans ce contexte et à sa modeste place, apporter son soutien à ceux qui travaillent à l'identification des risques de conflits internationaux et à la recherche permanente de solutions pacifiques aux tensions qui traversent l'Afrique et le monde. La recherche de la paix est plus que jamais essentielle, à l'heure où les tentations guerrières se multiplient et où les opérations politico-militaro-médiatiques dites limitées, risquent d'échapper au contrôle de leurs auteurs.

## LE MAROC ET L'AFRIQUE

Pour la première fois, le gouvernement marocain compte un ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères

chargé des affaires africaines : le 22 janvier 2018, le roi du Maroc a nommé à ce poste M. Mohcine Jazouli.

## Le Mali encore

**L**a situation au Mali est plus compliquée que jamais dans tous ses aspects et particulièrement au plan de la sécurité et au plan politique. Les grands partenaires extérieurs, où la France est la plus visible, pensent encore pouvoir gérer les difficultés et aider le pays se reprendre en main. Mais avec le Mali c'est de tout le Sahel qu'il s'agit, et bien plus encore puisque la crise a des résonances au Maghreb comme dans les autres pays d'Afrique de l'ouest jusqu'à l'Atlantique. Les occidentaux et le Secrétariat général des Nations Unies exercent actuellement des pressions sur les divers partenaires politiques maliens, afin qu'ils trouvent des arrangements pour la stabilisation du pays et favorisent ainsi le déroulement normal de l'élection présidentielle prévue pour l'été 2018. Mais trop d'éléments leur échappent, à tel point qu'il leur est plus facile d'aviser au jour le jour que d'anticiper.

### La question de la sécurité

L'intervention militaire française en janvier 2013 ainsi que celle de la mission militaire des Nations Unies, appuyées ensuite par quelques membres des forces spéciales américaines, ont donné l'impression qu'elles allaient rapidement mettre un terme aux actions djihadistes et permettre une stabilisation politique du pays. Mais l'idée qu'il pourrait s'agir d'une intervention courte s'est révélée fautive, à tel point que cinq ans après on ne sait pas combien de temps il faudrait encore pour sécuriser le pays et normaliser la situation générale. En effet, l'adversaire s'est adapté, d'une part en évitant de constituer du côté du Sahara, y compris hors du Mali, des grandes unités susceptibles d'être détruites par les forces occidentales, d'autre part en organisant des cellules politico-militaires capables de se dissimuler dans les populations non seulement dans le nord du pays mais de plus en

plus vers le centre, et notamment dans la région des villes de Mopti et Segou.

### La question politique

La problématique politique a bien sûr diverses formes. La question la plus large est celle de la capacité du gouvernement malien à rassembler l'opinion publique autour de projets de développement comme pour le renforcement de la sécurité.

L'autre question prioritaire et plus spécifique concerne les rapports entre les autorités centrales de Bamako et les mouvements plus ou moins indépendantistes du Nord du pays, qui revendiquent soit l'indépendance soit l'autonomie de l'Azawad, immense espace allant de Tombouctou, jusqu'à l'extrême nord, le long des frontières nigériennes puis algérienne d'un côté, mauritanienne de l'autre.

L'accord d'Alger signé en 2015 avait établi

(suite page 2)

## Le Mali encore (suite)

les bases d'une coopération améliorée entre le gouvernement malien et les représentants touareg du nord, pour un renforcement de la décentralisation et pour un accroissement des actions de développement économique et social dans le nord. Mais il n'est toujours pas appliqué. C'est probablement parce qu'il ne convenait ni aux uns ni aux autres. Il n'en reste pas moins que les occidentaux considèrent que c'est à travers l'application de cet accord que peut progresser la stabilisation du pays et que peut convenablement se préparer l'élection présidentielle de fin juillet 2018. A Paris, à Washington et à New York notamment, on incite de plus en plus fortement les parties à progresser dans ce sens et l'on commence à évoquer les sanctions qui pourraient frapper les personnalités qui empêcheraient ou même freineraient la mise en œuvre de l'accord.



### Rien n'assure...

C'est sans doute pour les Occidentaux la seule ligne possible aujourd'hui. Mais rien n'assure que les satisfactions de forme qu'ils



sont en train de rechercher aujourd'hui, auront un sens profond pour les parties en présence et plus encore pour le peuple malien. Celui-ci est d'autant plus préoccupé que la situation économique et sociale du pays, loin de s'améliorer, s'est dégradée. Les investissements privés extérieurs y sont de moins en moins attirés. L'aide publique au développement, aussi notable soit-elle, ne répond pas suffisamment aux besoins collectifs des habitants, à commencer par ceux d'une capitale qui grandit trop vite dans les bidonvilles. Cette même aide, qui d'une façon plus générale n'a pas d'effet visible sur les ressources des ménages, tandis qu'une innombrable jeunesse est au chômage.

Dans ce grand pays d'Afrique, immense par la superficie (1.241.000 km<sup>2</sup>) et pesant déjà significativement par sa population (20 millions), l'histoire de l'indépendance acquise en 1960 est une histoire confuse, tant sur le plan économique que sur le plan politique. La mise sous tutelle de fait par des grandes puissances depuis le conflit avec les djihadistes

n'est pas un des moindres avatars du présent, tant pour les Maliens qu'aux yeux de leurs voisins africains et au-delà sur tout le continent.

Le temps arrive pour les Occidentaux de s'interroger sur ce qu'ils peuvent faire ou ne pas faire dans ce pays africain. Les interventions risquent de plus en plus d'être tenues par beaucoup pour une ingérence durable et devenant à ce titre indue, et la guerre au djihadisme risque de plus en plus d'être mal comprise dans un pays profondément musulman. □



## Visite à Tunis du Président Macron

**L**e Président Emmanuel Macron s'est rendu en visite officielle à Tunis les 31 janvier et 1er février. C'est son troisième voyage au Maghreb après celui au Maroc en juin dernier et en Algérie en décembre. Il fait suite à la visite effectuée en France par le Président de la République tunisienne, M. Beji Caïd Essebsi en décembre dernier.

Il s'agit de souligner l'importance et la qualité des relations et de marquer le soutien que Paris apporte à la démocratie tunisienne et au développement économique du pays. L'Aide Publique au Développement concerne d'une part le financement de projets nouveaux et d'autre part l'annulation d'une partie de la dette tunisienne à l'égard de la France dont l'encourt était de 800 millions d'euros à fin 2016 et qui a bénéficié d'une première réduction de 60 millions d'euros en

2017. Les autorités tunisiennes espèrent également un renforcement des investissements privés.

C'est afin de répondre à cette attente que le Président Macron a effectué sa visite en compagnie de plusieurs hommes d'affaires, parmi lesquels on signale la présence des Présidents directeurs généraux des groupes de télécommunication Orange et Free.

Cette attente est d'autant plus forte que la Tunisie a été secouée au cours des dernières semaines par des manifestations et des émeutes de protestation contre la baisse du pouvoir d'achat et contre l'institution



de nouvelles taxes.

Il est bien évident que si la France peut apporter une contribution à la relance de l'économie et à l'esprit de confiance en Tunisie, elle ne peut pas suffire, et que les Tunisiens attendent beaucoup de leurs autres grands partenaires extérieurs, à commencer par l'Union Européenne. □

## Le Président Macron à Dakar

**L**e Président Emmanuel Macron s'est rendu en visite à Dakar du 1er au 3 février 2018, afin de coprésider, avec le Chef de l'État sénégalais Macky Sall, la Conférence internationale de reconstitution des fonds du « Partenariat Mondial pour l'Éducation », qui a pour objet de soutenir les programmes éducatifs des pays les moins développés. Cette visite a fourni l'occasion aux deux chefs d'État de s'entretenir des relations bilatérales franco-sénégalaises, ainsi que de la situation en Afrique de l'Ouest et sur le continent dans son ensemble dans sa relation actuelle avec la France et l'Europe.

### Le Partenariat Mondial pour l'Éducation

Le Partenariat a été institué en 2002, afin de réunir des fonds provenant du monde entier pour accompagner les pays en développement les moins favorisés dans l'éducation des enfants. Les collectes antérieures ont permis de financer des actions bénéficiant à des centaines de millions d'enfants. En Europe, le Royaume-Uni s'est montré particulièrement généreux en fournissant, pour la période écoulée, plus de 22% des fonds recueillis. Les contributions de la France pendant la même période, ont été moins importantes puisqu'elles ont représenté un peu plus de 2% du total reçu par le « Partenariat ».

La réunion de Dakar avait pour but de lever jusqu'à 3,1 milliards de dollars, pour la période 2018-2020, afin de soutenir des plans renforcés d'éducation dans 70 pays. Elle a atteint une partie significative de son objectif, en recueillant des engagements pour 2,3 milliards de dollars. En ce qui concerne la France, le Président Macron a annoncé une forte hausse de la contribution, qui passe de 17 millions de dollars à 200 millions de dollars, et représente ainsi près de 10% des financements recueillis pour le programme 2018-2020 du Partenariat Mondial pour l'Éducation.

### Les relations bilatérales franco sénégalaises

Les deux Présidents ont pu constater que les relations franco-sénégalaises sont bonnes. La coopération publique est multiforme et couvre aussi bien les affaires civiles que les affaires militaires, dans un pays où la France a conservé une base militaire. Les échanges privés sont importants et s'appuient sur la présence de nombreux Français au Sénégal et d'une très forte communauté sénégalaise en France.

Alors que les autorités sénégalaises se réjouissaient à juste titre de la visite du Président Macron, des dirigeants de l'opposition ont critiqué cette visite en même temps que certaines modalités de l'action actuelle de la France en Afrique, le rôle du Franc CFA et les interventions armées. Ce sont là des messages qu'il faut entendre aussi et sur lesquels il faut réfléchir, en sachant d'ailleurs que ceux qui les émettent à Dakar visent d'abord la manière dont est conduit leur pays et ne rejettent pas la profondeur historique et la magnifique dimension humaine qui, au-delà des régimes, caractérisent les relations entre la France et le Sénégal.

### La situation en Afrique et les urgences particulières

Même si peu a filtré sur les aspects confidentiels ou secrets des échanges de vues entre les deux Présidents concernant les questions

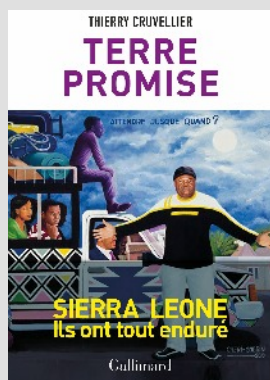


Le président Emmanuel Macron et son homologue sénégalais, Macky Sall, à Dakar, le 2 février 2018

africaines d'actualité, on sait ce qui peut les préoccuper dans l'immédiat, et qui porte au moins sur la situation au Mali et dans le Sahel, sur la lutte contre le terrorisme djihadiste et sur la question des migrations africaines vers l'Europe.

S'agissant du Mali et du Sahel, le Sénégal n'est pas militairement au premier rang, dans la mesure où il ne fait pas partie des cinq pays - le G5 Sahel - qui tentent de mettre sur pied une force africaine susceptible de prendre la relève des forces françaises engagées sur place en première ligne depuis trop longtemps. Mais le Président sénégalais pourrait sans doute jouer un rôle précieux en conseillant ses homologues africains du Sahel et, au besoin, en leur apportant son concours. De même, il est important que le chef de l'État sénégalais soit bien au fait des préoccupations des autorités françaises et puisse donner son avis en ce qui concerne les questions migratoires, les routes maritimes partant du Sénégal, et les routes terrestres qui sont allées et qui vont encore vers la Libye.

Comment, en effet, ne pas parler de la Libye ? Dans le contexte actuel, où ce pays est encore celui qui compte le plus grand nombre de migrants africains attirés par l'Europe, et constitue l'une des plus graves inconnues en matière de sécurité, comment ne pas s'interroger sur la conduite à tenir à son égard dans l'avenir immédiat et au-delà ? C'est un pays envers lequel les deux chefs d'État, et bien entendu leurs homologues du Sahel et du nord de l'Afrique, comme d'ailleurs ceux qui conduisent les grandes puissances dans le monde, ont certainement le souci de se conduire autrement qu'en 2011, où l'irréflexion et la violence des interventions extérieures ont déchaîné le malheur pour le peuple libyen et pour nombre de ses voisins. □

**Terre promise**

Thierry Cruvellier

Ils ont tout enduré.

Le peuple de Sierra Leone a vu son pays si riche devenir le plus pauvre du monde. Ils ont vu disparaître électricité, eau, routes, hôpitaux et écoles – eux qui avaient été le phare universitaire de l'Afrique de l'Ouest. Ils ont connu l'État policier et le parti unique. Ils ont subi la terreur des seigneurs de guerre et des cortèges d'enfants soldats drogués jusqu'aux yeux. Ils ont nourri les prébendiers, hébergé les vendeurs d'Évangile et les pilliers de diamant. Ils ont traversé l'épouvante de la plus grande épidémie de fièvre Ebola, celle qui impose le temps, disait Camus, «des sentiments monotones».

Pourtant, ils n'ont jamais perdu le sens de l'entraide, une tolérance religieuse hors du commun, un humour inébranlable et le goût de la liberté.

Voici l'épopée tragique et héroïque d'un peuple, maître de l'endurance, capable de supporter l'intolérable et de le surmonter sans perdre son âme. Un récit de la condition humaine dans tous ses extrêmes, où surgissent l'homme-rat des taudis de la capitale et le coupeur de bras d'une révolution éventée, mais d'où émergent toujours le chant souverain de l'ironie, une bienveillance apaisante et la force de l'espérance.

ISBN : 978-2-07-2757693

Hors série Connaissance

Éditeur : Gallimard (11/01/2018)

384 pages Prix : 23€

**Pourquoi perd-on la guerre ?**

Un nouvel art occidental

Gérard Chaliand

Une guerre secrète : l'hyperpuissance contre le Connétable.

Depuis le retrait du Vietnam, le bilan militaire de la puissance américaine et de ses alliés occidentaux est sans conteste négatif : conflits coûteux, résultats militaires médiocres, conséquences politiques désastreuses.

Conjuguant l'histoire, la géopolitique et l'observation du terrain, Gérard Chaliand rappelle quels étaient les ingrédients de la victoire – et donc les raisons actuelles de l'échec, notamment au Moyen-Orient.

Voulons-nous vraiment gagner ces guerres ?

À quel prix ?

« Dans cet essai percutant, Gérard Chaliand jette un regard lucide et découpant sur les interventions militaires occidentales [...]. La

profondeur historique de sa vision et la force de son analyse éclairent d'un jour nouveau l'imbroglio syrien. » Hubert Védrine.

« Le livre-choc de Gérard Chaliand arrive à point nommé. Il appelle au sursaut immédiat : les peuples occidentaux ne sont pas condamnés à l'éternelle défaite ! » Général Vincent Desportes

Cet ouvrage a reçu le Prix du Livre des Géopolitiques de Nantes (2016)

Stratégiste, géopoliticien, Gérard Chaliand est un observateur engagé des conflits irréguliers sur quatre continents. Témoin de longue durée en Afghanistan, où il a enquêté dans diverses provinces, ainsi qu'en Irak, où il se rend régulièrement depuis 2000, notamment chez les Kurdes, y compris ceux de Syrie.

Il a enseigné à l'ENA, à l'École de guerre ainsi qu'à Harvard, à Berkeley et à Singapour. Plus de vingt de ses livres sont traduits en anglais et dans une douzaine d'autres langues.

ISBN : 978-2-738139306

Éditeur : Odile Jacob (30/03/2016)

300 pages

Prix : 21,90€



## TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

**France-Algérie**

- 6 décembre 2017, Visite à Alger du Président Macron.

**Monde**

- 14 décembre 2017 : Publication du premier rapport mondial sur les inégalités entre 1980 et 2016, établi par un groupe d'économistes ayant constitué le « World Wealth Income Data Base ». Ce rapport établit clairement que, à l'intérieur des pays comme à l'intérieur des continents, les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres non seulement sont importantes mais continuent de se creuser au profit des 10% les plus riches. La part du revenu national détenue par les 10% les plus riches de la population fin 2015, est de 37% en Europe, 41% en Chine, 46% en Russie, 47% aux États-Unis, 54% en Afrique Sub-saharienne, 55% au Brésil, 55% en Inde et 61% au Moyen-Orient. Les inégalités sont encore plus fortes si l'on considère la situation privilégiée des 1% les plus riches.

**Liberia**

- 21 décembre 2017 : Élection au 2ème tour de M. Georges Weah à la présidence du Liberia. Il recueille 61,5% des suffrages contre 38,5% à Joseph Boakāi, Vice-Président sortant. L'ancien footballeur a beaucoup promis dans un pays ruiné par les guerres civiles et par d'autres drames et qui se classe au 177ème rang sur 188, dans le tableau du développement des Nations Unies.

**Guinée Equatoriale**

- 27 décembre 2017 / 5 janvier 2018 : Annonce de la découverte d'un complot contre la famille du Président Obiang Nguema, avec l'infiltration de mercenaires à la frontière du Cameroun. Arrestations en Guinée Equatoriale et au Cameroun.

**France / Rwanda**

- 15 janvier 2018 : Visite privée à Kigali de M. Nicolas Sarkozy. L'ancien chef d'État français, qui est l'invité personnel du Président Kagamé, s'entretient avec celui-ci pendant plusieurs heures.

**France / immigration**

- 17 janvier 2018 : Publication d'une lettre ouverte de personnalités françaises adressée au Président Macron et critiquant la sévérité de la politique française à l'égard des migrants. Le texte est signé entre autres par Laurent Berger, Secrétaire général de la CFDT, Jean Pisani-Ferry, Professeur à Sciences Po et Lionel Zinsou, Président de Terranova : « cette logique est en rupture avec l'humanisme que vous prônez ».

**Davos / Monde / Afrique**

- 23-26 janvier 2018 : Grand succès du Forum Economique Mondial de Davos, avec la présence de nombreux chefs d'État dont le Président Donald Trump. Affluence notable de leaders politiques africains ainsi que de chefs d'entreprises africains. Le ton est plus que jamais à l'appel aux investissements privés et à la liberté du commerce, à condition qu'elle soit équitablement utilisée.

**France / Tunisie**

- 31 janvier 2018 : Visite en Tunisie du Président Emmanuel Macron.

**France / Sénégal**

- 1er février 2018 : Visite au Sénégal du Président Emmanuel Macron.